

INNOVALES

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

INNOVALES

14 rue des Vanneaux 74800 SAINT PIERRE EN FAUCIGNY

Association déclarée

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INNOVALES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de réglementation » de l'annexe des comptes annuels concernant l'incidence de la première application du règlement comptable ANC 2022-06.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

INNOVALES

*Rapport du
Commissaire aux
Comptes sur les
comptes annuels*

*Exercice clos le
31 décembre 2025*

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annecy, le 27 mai 2026,

Le Commissaire aux comptes

Audicé Alpes
Commissaires aux comptes



Marc PAQUIER

INNOVALES

Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2025

Bilan association ANC2022-06

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires	14 550	4 583	9 967	12 896	- 2 929
Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	265 032	244 834	20 198	44 303	- 24 105
Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations	100		100	100	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	20		20	20	
Prêts					
Autres immobilisations financières	2 400		2 400	2 400	
TOTAL (II)	282 102	249 417	32 685	59 719	- 27 034
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	64 811		64 811	130 675	- 65 864
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres créances	2 537 812	2 037	2 535 775	422 892	2 112 883
Charges constatées d'avance	13 031		13 031	4 787	8 244
Valeurs mobilières de placement					
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	281 307		281 307	259 007	22 300
TOTAL (III)	2 896 962	2 037	2 894 924	817 361	2 077 563
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecart de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	3 179 063	251 454	2 927 609	877 079	2 050 530

Bilan association ANC2022-06(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
. Fonds propres statutaires	195 524	195 524	
. Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	121 072	100 001	21 071
. Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	65 881	21 071	44 810
Situation nette (sous total)	382 477	316 596	65 881
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	23 494	33 447	- 9 953
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	405 971	350 043	55 928
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	11 857	7 927	3 930
TOTAL (III)	11 857	7 927	3 930
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 953	38 249	3 704
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	246 899	189 454	57 445
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	604	758	- 154
Produits constatés d'avance	2 220 324	290 649	1 929 675
TOTAL (IV)	2 509 781	519 109	1 990 672
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	2 927 609	877 079	2 050 530
ENGAGEMENTS REÇUS			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			
ENGAGEMENTS DONNÉS			

Compte de résultat association ANC2022-06

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	980	1 455	- 475	-32,65
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	315 842	773 586	- 457 744	-59,17
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 056 373	303 151	753 222	248,46
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	6 432		6 432	N/S
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions		16 639	- 16 639	-100
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés		25 000	- 25 000	-100
Autres produits	3	11 533	- 11 530	-99,97
Total des produits d'exploitation (I)	1 379 629	1 131 364	248 265	21,94
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	294 008	218 732	75 276	34,41
Aides financières	21 738		21 738	N/S
Impôts, taxes et versements assimilés	17 768	7 920	9 848	124,34
Salaires et traitements	712 876	662 430	50 446	7,62
Cotisations sociales	237 331	192 216	45 115	23,47
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	32 729	33 195	- 466	-1,40
Dotations aux provisions	3 930		3 930	N/S
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corpor. cédées				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	57	296	- 239	-80,74
Total des charges d'exploitation (II)	1 320 437	1 114 789	205 648	18,45
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	59 193	16 575	42 618	257,12
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	6 689	4 497	2 192	48,74
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
et d'instruments de trésorerie				
Total des produits financiers (III)	6 689	4 497	2 192	48,74

CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées		1	- 1	-100
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)		1	- 1	-100
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	6 689	4 496	2 193	48,78
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	65 881	21 071	44 810	212,66
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Total des produits exceptionnels (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	1 386 318	1 135 861	250 457	22,05
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 320 437	1 114 790	205 647	18,45
EXCEDENT OU DEFICIT	65 881	21 071	44 810	212,66
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolats				
Total				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
Total				

Annexes Associations ANC2022 06

PREAMBULE

Innovalles est une association support d'un Pôle Territorial de Coopération Economique qui agit au cœur d'un écosystème dynamique et fédérant les compétences des partenaires socio-économiques du territoire pour accompagner et accélérer la croissance des projets communs relevant du développement durable et local.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 927 609,25 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 65 881,13 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 21/04/2026 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

Uniquement le changement de réglementation comptable, voir paragraphe suivant.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Changement de réglementation :

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC2022-06 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

A compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025 et clos le 31/12/2025, l'association a procédé à l'application du nouveau plan comptable (ANC 2022-06). applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Conformément aux dispositions du plan comptable général, ce changement de réglementation prospectif n'a pas d'incidence sur le résultat net ni sur les capitaux propres de l'exercice mais modifie la présentation du compte de résultat.

A des fins de comparabilité, les données de l'exercice précédent ont été retraitées selon la même méthode.

Impact du changement sur le compte de résultat de l'exercice 2024:

- Le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 selon la nouvelle présentation comptable est un résultat d'exploitation excédentaire de 16 575 euros au lieu d'un résultat d'exploitation déficitaire de 9 503 euros sur les comptes approuvés de 2024
- Le résultat exceptionnel de l'exercice 2024 selon la nouvelle présentation comptable est un résultat nul au lieu d'un résultat exceptionnel excédentaire de 26 077 euros sur les comptes approuvés de 2024
- Le résultat de l'exercice 2024 reste inchangé pour un montant de 21 071 euros.

Impact sur la présentation du bilan: aucun changement significatif dans la présentation

L'incidence sur les comptes 2025 est le reclassement de la quote-part d'amortissement de subvention d'investissement qui entraîne une hausse du résultat d'exploitation 2025 pour un montant de 9 953 euros, le reste des reclassement n'est pas significatif et n'a pas d'incidence sur le résultat d'exploitation.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	3 ans
Matériel et outillage industriels	4 ans
Agencements, aménagements, installations	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier	4 à 5 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes (11 857 €). Le mode de calcul est le suivant : méthode rétrospective, table de mortalité utilisée : TV 88/90, taux d'actualisation : 3.96%)

Annexes Associations ANC2022 06 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	14 550			14 550
Immobilisations corporelles	261 374	3 658		265 032
Immobilisations financières	2 520			2 520
TOTAL	278 444	3 658		282 102

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 655	2 929		4 583
TOTAL I	1 655	2 929		4 583
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	18 122	4 438		22 560
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	102 823	5 705		108 527
Matériel de transport	66 930	14 300		81 230
Matériel de bureau et informatique	29 196	3 320		32 516
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	217 071	27 763		244 834
TOTAL GENERAL (I+II)	218 725	30 692		249 417

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	64 811	64 811	
Autres créances	2 520 189	2 520 189	
Charges constatées d'avance	13 031	13 031	
TOTAL	2 598 031	2 598 031	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	2 494 015
Autres produits à recevoir	
TOTAL	2 494 015

Annexes Associations ANC2022 06 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	195 524				195 524
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	100 001	21 071			121 072
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	21 071	-21 071	65 881		65 881
Dont générosité du public					
Situation nette	316 596		65 881		382 477
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	33 447			9 953	23 494
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	350 043		65 881	9 953	405 971
TOTAL dont générosité du public					

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	7 927	3 930		11 857
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	7 927	3 930		11 857
TOTAL GENERAL (I+II)	7 927	3 930		11 857
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		3 930		
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	41 953	41 953		
Dettes fiscales et sociales	246 899	246 899		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	604	604		
Produits constatés d'avance	2 220 324	817 314	1 403 011	
TOTAL	2 509 781	1 106 770	1 403 011	

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	20 117
Dettes fiscales et sociales	141 644
Autres dettes	604
TOTAL	162 364